
L'interpellation et le menottage du suspect n'imposent pas nécessairement son placement immédiat en garde à vue

Yannick Ratineau

🔗 <https://publications-prairial.fr/bacage/index.php?id=993>

DOI : 10.35562/bacage.993

Référence électronique

Yannick Ratineau, « L'interpellation et le menottage du suspect n'imposent pas nécessairement son placement immédiat en garde à vue », *Bacage* [En ligne], 03 | 2024, mis en ligne le 09 décembre 2024, consulté le 12 décembre 2024. URL : <https://publications-prairial.fr/bacage/index.php?id=993>

Droits d'auteur

CC BY-SA 4.0

L'interpellation et le menottage du suspect n'imposent pas nécessairement son placement immédiat en garde à vue

Yannick Ratineau

DOI : 10.35562/bacage.993

Droits d'auteur
CC BY-SA 4.0

DÉCISION DE JUSTICE

CA Grenoble, 6e ch. des appels correctionnels – N° 23/01352 – 18 janvier 2024

TEXTE

- 1 Parce qu'il constitue une mesure de contrainte, le menottage peut soulever la question de savoir s'il impose — ou non — de placer en garde à vue le suspect qui en fait l'objet. À suivre le raisonnement tenu par la 6^e chambre des appels correctionnels dans un arrêt rendu le 18 janvier 2024, la réponse à cette question dépendrait de la nature de l'opération de police dans lequel il est réalisé. Si un tel raisonnement doit être approuvé de prime abord, son application aux faits dont étaient saisis les magistrats interroge toutefois.
- 2 En l'espèce, des gendarmes sont alertés par une victime qu'un homme vient de commettre des faits d'exhibitionnisme. À leur arrivée sur place, ils découvrent que l'individu, qui s'est réfugié dans un magasin, est passablement excité, sent fort l'alcool, tient des propos incohérents, insulte les gendarmes, et a le visage, le bras droit et les tibias ensanglantés. Lors de son interpellation, l'individu crache du sang sur les murs du magasin ainsi que sur les gendarmes, les atteignant notamment au visage. Compte-tenu de son comportement, et afin que les pompiers puissent le prendre en charge en toute sécurité, les gendarmes prennent la décision de le menotter. L'individu est ensuite transporté à l'hôpital, non sans

difficulté, puisqu'il continue d'insulter les gendarmes et les pompiers, tente de mordre l'un d'eux, et crache encore du sang sur des enfants une fois arrivé aux urgences. Il est alors placé en salle d'isolement par le personnel médical pour continuer les soins en sécurité, et sera, à cette occasion, sanglé avec l'aide des gendarmes qui lui retirent les menottes. Dix-huit heures après son appréhension, l'individu fait l'objet d'un placement en garde à vue à l'issue de laquelle il sera déféré devant le procureur de la République dans le cadre d'une procédure de comparution immédiate. À l'audience de renvoi, et avant tout débat au fond, l'avocate du prévenu soulève une exception de nullité fondée sur la tardiveté de l'avis de placement en garde à vue au parquet. En effet, pour la défense, à compter de l'instant où l'individu a été interpellé et menotté, le samedi 12 août 2023 à 16 h 05, il était tenu sous la contrainte et à la disposition des services de police, de sorte qu'il aurait dû être placé en garde à vue dès cet instant. Or, l'avis de placement au parquet n'ayant eu lieu que dix-huit heures plus tard, soit à 10 h 15 le dimanche 13 août 2023, et ce retard n'étant justifié par aucune circonstance insurmontable, l'avocate en concluait que la garde à vue était entachée de nullité.

- 3 Se fondant sur les articles 803 et 73 du Code de procédure pénale, les juges correctionnels, que ce soit en première instance comme en cause d'appel, ont rejeté l'exception de nullité au motif que le menottage a été réalisé dans le cadre du maintien de l'ordre public, et dans l'attente de l'arrivée des pompiers, afin de protéger les personnes et les biens dans la mesure où le prévenu était dangereux pour lui-même et autrui au regard de son état, et non pas dans le but d'être présenté devant un officier de police judiciaire, ni pour être placé en garde à vue. Par ailleurs, le tribunal relève que le prévenu n'a jamais été tenu sous la contrainte de demeurer à la disposition des enquêteurs puisqu'aucun gendarme n'était présent à la suite de son placement en isolement par les médecins, et ce, jusqu'à son placement en garde à vue le dimanche 13 août 2023 à 10 h 15, avec un avis au parquet réalisé le même jour à 10 h 18.
- 4 Si l'article 62-2 du Code de procédure pénale fait de l'officier de police judiciaire la seule autorité compétente pour décider ou non du placement d'un suspect en garde à vue¹, cette liberté d'appréciation cesse dès l'instant où le suspect est privé de sa liberté d'aller et de venir parce que contraint de demeurer à la disposition des services

enquêteurs. Il est de jurisprudence constante que cette privation de liberté débute à compter de l'interpellation du suspect², ce qui explique la solution consistant à fixer le point de départ du délai de la garde à vue à l'heure de l'interpellation³, y compris dans l'hypothèse où une prise en charge médicale momentanée interdit de transférer directement la personne interpellée dans les locaux de la police ou de la gendarmerie⁴. Par ailleurs, si la Cour de cassation admet de longue date que la notification des droits au gardé à vue puisse être différée⁵ lorsqu'elle est impossible, en raison du degré élevé d'alcoolisation du suspect par exemple, elle refuse en revanche qu'il en aille de même concernant l'avis au parquet⁶ ! Comment expliquer alors que l'exception de nullité soulevée par la défense ait été rejetée dans l'arrêt commenté ?

- 5 Comme en témoigne la motivation de l'arrêt, les juges correctionnels, aussi bien en première instance qu'en cause d'appel, ont considéré que « le menottage a été réalisé dans le cadre du maintien de l'ordre public, et dans l'attente de l'arrivée des pompiers, afin de protéger les personnes et les biens dans la mesure où le prévenu était dangereux pour lui-même et autrui au regard de son état ». Force est de constater que l'argument peine à convaincre dans la mesure où l'intervention des gendarmes était fondée sur l'interpellation d'une personne venant de commettre une infraction pénale. Il s'agissait donc d'une opération de police judiciaire, et non d'une opération de police administrative, comme semble le suggérer l'arrêt lorsqu'il fait référence à un « menottage réalisé dans le cadre du maintien de l'ordre public ». Pour qualifier, selon les cas, soit d'administrative, soit de judiciaire, une mesure ou une opération de police, le juge doit prendre en compte leur objet réel. Si une opération de police relève indiscutablement de la police administrative quand elle n'a d'autre but que de prévenir les atteintes à la tranquillité, à la sécurité ou à la salubrité, ou d'y mettre un terme, en dehors de toute répression pénale, tel n'est pas le cas lorsqu'elle a précisément pour objet l'interpellation d'une personne suspectée d'avoir commis une infraction pénale⁷, ce qui était le cas en l'espèce. Dans ce contexte, l'interpellation et le menottage du prévenu s'analysent *a priori* comme une mise à disposition sous la contrainte et imposent effectivement son placement immédiat en garde à vue, nonobstant le fait qu'en raison de son état de santé, une prise en charge médicale

momentanée interdit de le transférer directement dans les locaux de la police ou de la gendarmerie. Ce raisonnement, aussi séduisant qu'il puisse paraître, mérite toutefois d'être discuté.

- 6 L'on peut comprendre que, pour les enquêteurs, placer en garde à vue un individu qui doit faire l'objet d'une prise en charge médicale leur fait perdre de précieuses heures puisque, selon la chambre criminelle de la Cour de cassation, la durée de la prise en charge médicale s'impute sur la durée de la garde à vue qu'autant que cette mesure est toujours en cours pendant la période de soins⁸. Si la garde à vue permet aux des enquêteurs de garder « *sous leur vue* » une personne ni condamnée ni même mise en examen, c'est en réalité pour la maintenir à leur disposition afin de procéder à son audition. Lorsque la Cour de cassation fait rétroagir le point de départ du délai de la garde à vue à l'heure de l'interpellation du suspect⁹, y compris dans l'hypothèse, comme cela était le cas en l'espèce, où une prise en charge médicale momentanée interdit son transfert dans les locaux de la police ou de la gendarmerie, elle génère en pratique une sorte de « *garde à vue virtuelle* ». Le délai court alors même que la mesure est ineffective puisqu'elle ne permet aux enquêteurs d'auditionner le gardé à vue. La tentation peut donc être grande de ne procéder au placement effectif du suspect en garde à vue qu'une fois la prise en charge médicale terminée, et ce, afin d'éviter que la durée de celle-ci ne puisse s'imputer sur celle de la garde à vue¹⁰. Cette pratique est-elle contestable d'un point de vue strictement juridique ? Une réponse négative nous semble s'imposer. En effet, dès lors que le suspect ne se trouve pas, sous la contrainte, mis à la disposition des forces de police, et qu'il ne fait l'objet d'aucun interrogatoire, aucune audition, ni confrontation, ni même d'ailleurs d'une surveillance par les forces de l'ordre, durant sa prise en charge médicale, l'article 62-2 du Code de procédure pénale n'impose nullement son placement en garde à vue. L'officier de police judiciaire est donc parfaitement libre de décider de ne pas placer, dans l'immédiat, la personne interpellée en garde à vue, et de choisir le moment qui lui paraîtra le plus opportun pour le faire. Il sera d'ailleurs rappelé que cette question est devenue d'autant plus épineuse que la chambre criminelle de la Cour de cassation, depuis la condamnation de la France par la Cour européenne des droits de l'homme en 2015¹¹, et au revirement de jurisprudence qui en a

découlé, se livre à un contrôle de proportionnalité du placement en garde à vue¹² comme de sa prolongation d'ailleurs¹³.

NOTES

1 Cass. crim. 2 sept. 2004, *Dr. pén.* 2004, Comm. 185, note Maron. – Cass. crim., 8 sept. 2004, *Ibid.* – Égal. : Cass. crim., 3 juin 2008, *Dr. pén.* 2009, Chron. 8, obs. Lesclois.

2 Cass. crim., 28 fév. 2018, n° 17-81.929.

3 Cass. crim., 19 oct. 2021, n° 20-86.134.

4 Cass. crim., 13 oct. 1998, n° 98-82.522, *Procédures* 1999. Comm. 45, obs. Buisson ; *Dr. pén.* 1999. comm. 33, obs. Maron. La Chambre criminelle de la Cour de cassation considère d'ailleurs que la durée de la prise en charge médicale s'impute sur la durée de la garde à vue qu'autant que cette mesure est toujours en cours pendant la période de soins.

5 Cass. crim., 11 janv. 2001, n° 00-82.024. – Cass. crim., 4 janv. 2005, n° 04-84.876. – Cass. crim., 1^{er} avr. 2009, n° 08-83.199. – Cass. crim., 1^{er} avr. 2015, n° 14-82.659. – Cass. crim., 21 juin 2017, n° 16-84.158. – Cass. crim., 7 mai 2018, n° 17-82.826. – Cass. crim., 5 juin 2019, n° 18-83.590. – Cass. crim., 16 avr. 2019, n° 18-82.932. – Cass. crim., 25 fév. 2020, n° 18-82.025 et 19-81.379. – Cass. crim., 16 fév. 2021, n° 20-83.233.

6 Cass. crim., 23 janv. 2018, n° 16-87.205. – Cass. crim., 24 mai 2016, n° 16-80.564.

7 En ce sens : T. confl. 27 mars 1952, Lebon 626. – CE 12 juin 1968, Lebon T. 1097. – T. confl. 7 juin 1999, req. n° 3134, Lebon 454. – T. confl. 21 mars 2005, Choquet, req. n° 3409, Lebon T. 991. – T. confl. 26 juin 2006, req. n° 3504, Lebon T. 982. – T. confl. 17 déc. 2012, req. n° 3877, Lebon T. 655.

8 Cass. crim., 13 oct. 1998, n° 98-82.522, *op. cit.*

9 Cass. crim., 19 oct. 2021, *op. cit.*

10 Cass. crim., 13 oct. 1998, *op. cit.*

11 CEDH 23 avr. 2015, *F. c/ France*, req. n° 26690/11 : RSC 2015, 731, obs. D. Roets.

12 Cass crim., 28 mars 2017, n° 16-85.018, *Bull. crim.* n° 84 ; JCP 2017. 468, veille par P. Collet ; JCP 2017. 609 ; *Dr. pénal* mai 2017, comm. 80, par A. Maron et M. Haas ; D. 2017. 1339, obs. S. Pellé ; *AJ pénal* 2017. 353, obs. J. Andréi. – Cass crim., 7 juin 2017, n° 16-87.588, *Bull. crim.* n° 148 ; *AJ pénal* 2017, 403, obs. G. Roussel ; *Procédures* 2017, comm. 210 ; *Procédures* n° 8-9, août 2017, comm. 210, A.-S. Chavent-Leclère ; D. 2017. 1557, chron. G. Guého, E. Pichon, B. Laurent, L. Ascensi et G. Barbier ; RSC 2017. 765, obs. F. Cordier. – Cass crim., 13 juin 2018, n° 17-85.940.

13 Cass. crim., 9 avr. 2015, n° 14-87.660, *Bull. crim.* n° 76. – Cass. crim., 19 janv. 2016, n° 15-81.041, *Bull. crim.* n° 14. – Cass. crim., 9 mars 2016, n° 15-83.026, inédit.

RÉSUMÉ

Français

Il résulte des articles 803 et 73 du Code de procédure pénale que le menottage d'un suspect réalisé dans le cadre du maintien de l'ordre public, et dans l'attente de l'arrivée des pompiers, afin de protéger les personnes et les biens de son comportement dangereux, pour lui-même et pour autrui, au regard de son état, et non pas dans le but d'être présenté devant un officier de police judiciaire, n'impose pas son placement en garde à vue.

INDEX

Mots-clés

interpellation, menottage, police administrative, police judiciaire, contrainte, garde à vue

Rubriques

Procédure pénale

AUTEUR

Yannick Ratineau

Maître de conférences en droit privé et sciences criminelles, Univ. Grenoble Alpes, CRJ, 38000 Grenoble, France
Codirecteur de l'Institut d'Études Judiciaire de Grenoble
Codirecteur du BACAGe
IDREF : <https://www.idref.fr/178729957>

L'interpellation et le menottage du suspect n'imposent pas nécessairement son placement immédiat en garde à vue

ISNI : <http://www.isni.org/0000000459875549>